

Source : <https://www.telerama.fr/debats-reportages/les-ecoles-d-art-sont-a-sec-mais-l-etat-ne-leur-verse-qu-un-verre-d-eau-7014898.php>

Consulté le 31-03-2023

- [Accueil](#)
- [Débats & Reportages](#)

## Les écoles d'art sont à sec mais l'État ne leur verse qu'un verre d'eau

La ministre de la Culture a annoncé hier une aide d'urgence de 2 millions d'euros aux écoles d'art en crise. C'est "totalement insuffisant", s'indignent professeurs et étudiants, qui craignent une privatisation de leurs filières.



Des étudiantes de l'Ésad à Valenciennes, une école d'art occupée et en lutte, le 28 mars 2023. Pierre Rouanet / PhotoPQR/Voix Du Nord/Maxppp

Par [Olivier Milot](#)

Publié le 29 mars 2023 à 17h55

Il y a le feu dans les écoles supérieures d'art et de design territoriales, et la ministre de la Culture tente tant bien que mal de le circonscrire. Rima Abdul-Malak a annoncé hier, mardi 28 mars, le déblocage d'une aide d'urgence d'un montant de 2 millions d'euros. Nécessaire mais loin d'être suffisant pour venir à bout de la crise rencontrée par des établissements confrontés depuis des années à d'importants problèmes financiers, au point que les suppressions de postes se multiplient, la qualité de l'enseignement se dégrade, les frais d'inscription augmentent, et des fermetures ne sont désormais plus à exclure. Celle de Valenciennes, l'une des plus anciennes écoles de France, en tête.

Avec cette subvention exceptionnelle, la part de l'État dans le budget de ces établissements, essentiellement financés par les collectivités locales, va augmenter de... 11 à 12,5 % en 2023. De quoi relativiser la portée de cette aide, d'autant que si elle était également répartie entre les trente-trois établissements, chacun d'eux toucherait un peu plus de 60 000 euros. C'est beaucoup trop peu pour espérer apporter une réponse à la situation actuelle. Et l'inter-organisations « Écoles d'art et design en lutte » n'a pas pris de gants pour le faire savoir, qualifiant cette annonce de « miteuse » et l'enveloppe de 2 millions d'euros d'« aumône méprisante ». « C'est totalement insuffisant », renchérit Samuel Béguin, un des responsables du syndicat étudiant Le Massicot, membre de l'inter-organisations, « dix fois inférieur à ce que nous avons chiffré, même en ne retenant que les urgences budgétaires de l'année en cours ».

À lire aussi :

[Moins d'argent, plus de colère : des écoles publiques d'art et de design craignent pour leur survie](#)

Rima Abdul-Malak sait d'ailleurs bien que le déblocage de cette aide ne suffira pas à régler le problème. Désir sincère de trouver des solutions ou procédé classique pour gagner du temps, elle a donc également annoncé qu'elle confiait un audit au directeur de l'Institut national supérieur d'enseignement artistique Marseille Méditerranée (Inseamm), Pierre Oudart, qui doit rendre ses premières préconisations avant l'été. Mais, là aussi, la méfiance est de règle. D'abord parce qu'il n'y a rien à attendre de nouveau de cette mission concernant le constat. Les causes de la situation financière délétère des écoles sont parfaitement identifiées et connues de tous les intéressés, même si les surcoûts énergétiques et l'inflation qui a entraîné une hausse des coûts salariaux ont encore aggravé les déficits. Surtout parce que, sous couvert de trouver des solutions à cette paupérisation de l'enseignement public, directeurs d'écoles et syndicats étudiants craignent qu'on ne remette en cause l'existence même de certains établissements et, partant, le maillage des écoles d'art sur l'ensemble du territoire. Finalement, les uns et les autres redoutent à juste titre les risques d'un enseignement à deux vitesses, avec des écoles privées accessibles aux seules familles qui en ont les moyens ou obligeant les étudiants à s'endetter, et des écoles publiques et universités moins nombreuses pour lesquelles l'entrée deviendra de fait beaucoup plus difficile.